

me, son enfant, pour combattre l'invasion dans l'armée du général Chanzy.

Si vous avez quelq'un des vôtres qui soit sous les feux des batteries prussiennes, vous serez indulgent, je le pense, pour cette sollicitude paternelle.

Maintenant, Monsieur, voici ce que vous faites à Bordeaux.

Vous dénoncez à la police de la République celui que vous appelez « l'ex-brochurier, l'ex-sénateur, l'ex-ambassadeur. »

Vous auriez pu ajouter encore « l'ex-député et l'ex-conseiller d'Etat, » car c'est sur mon rapport à la Chambre que la peine de mort a été abolie en matière politique et c'est sur ma proposition que la croix de la Légion d'Honneur a été accordée par l'empereur à un rédacteur du *Siccle*, au 15 août 1860.

Dans le premier cas, je croyais n'être que généreux; mais en face de certaines passions que vous répudiez vous-même, vous jugez peut-être que l'abolition de l'échafaud politique a été autant un acte de prévoyance qu'un progrès de la civilisation.

Dans le second cas, je n'ai eu d'autre mérite que celui de l'impartialité.

Quant à « l'ex-brochurier, » il s'honore d'avoir, en effet, plaidé devant l'Europe la cause de l'Indépendance de l'Italie. A cette époque, le *Siccle* exaltait le brochurier. Mais l'accord a cessé lorsque votre journal, plus allemand que français, a soutenu cette politique que j'ai toujours combattue, qui lui a valu des distinctions honorifiques du roi de Prusse, et qui devait aboutir à Sadowa et à cette guerre terrible et fatale de 1870.

C'est aussi avec les applaudissements du *Siccle* que l'ex-sénateur demandait à la tribune la liberté de la presse et le gouvernement du pays par le pays.

L'ex-ambassadeur, enfin, peut se contenter de ce témoignage de M. Jules Favre, dans une dépêche adressée au chargé d'affaires de France à Constantinople le 10 septembre dernier :

« Je prie, M. de la Guéronnière, au nom du pays, de vouloir bien, autant qu'il lui sera possible, continuer de le servir à son poste. »

Je vous laisse le soin d'apprécier, Monsieur, le caractère de la dénonciation, surprise, sans doute, à votre bonne foi, contre un adversaire dont je vous mets au défi de dire : « Il a conspiré; il place l'intérêt d'un parti au-dessus du salut de la France, » ou bien : « Il a persécuté quelqu'un, il a voté une seule loi de proscription, il a refusé son appui à un vaincu ou la justice à un adversaire. »

Vicomte DE LA GUÉRONNIÈRE.
Ancien ambassadeur de France à Constantinople.

L'EUROPE ET LA PRUSSE

Les longues guerres suscitées par l'ambition de Napoléon I^{er}, avaient révélé, aux hommes d'Etat, les dangers qu'une puissance prépondérante et gouvernée par un souverain ambitieux, peut faire courir à l'Europe. Pour se mettre à l'abri de ces dangers, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, au lieu d'entrer dans une voie différente, crurent devoir suivre l'exemple de celui qu'elles condamnaient. Ces puissances s'adjudgèrent donc, dans le congrès de Vienne, la première, tous les postes maritimes qui commandaient les issues ou les routes de la mer; les trois autres, des royaumes ou des provinces à leur convenance. De ce partage nouveau naquit une complicité d'action qui prit le nom de *Sainte-Alliance*; elle régla l'Europe pendant près d'un demi-siècle.

Avec l'aide du temps, cette union, qui avait eu pour cause la défiance contre la France, se modifia très-sensiblement. Les quatre puissances s'aperçurent bientôt que les difficultés qui pouvaient naître sur le continent européen seraient toujours imparfaitement résolues, tant qu'elles n'auraient pas l'assentiment d'une nation, qui, en réalité, était égale en importance à chacune d'elles. Elles comprirent l'impossibilité d'isoler un peuple composé de 30 millions d'hommes, et de le tenir en dehors de toute délibération des affaires auxquelles il était si fortement intéressé.

La France fut donc admise dès le début et aussitôt après sa défaite, dans les congrès européens. Le prince de Talleyrand la représenta dans ces réunions solennelles et il exerça une influence au moins égale à celle des Metternich, des Castleragh, des Nesselrode et des Hardenberg. Ces réunions devinrent avec le temps, une sorte de tribunal amphitryonique, qui intervenait dans les différends internationaux, et dans ceux qui s'élevaient entre les peuples et leurs souverains. Son influence dans ce dernier cas ne s'exerçait, il est vrai, ni dans le sens populaire, ni au profit de la liberté. Mais l'abus que l'on faisait de cette institution, ne doit point conduire à méconnaître sa valeur.

C'est à elle, sans aucun doute, que l'Europe a dû les longues et heureuses années qui se sont écoulées depuis 1814; ces années de paix et de richesse, de progrès intellectuel et de prospérité matérielle.

La proclamation de la république en 1848, et les vingt-deux années de présidence et d'empire bonapartistes, ont détruit l'union et la confiance qui existaient entre les divers Etats. A cette époque, des soulèvements révolutionnaires en

Prusse, suivirent de près ceux de la France; ils furent promptement réprimés par l'armée; mais le pouvoir, averti par les périls qu'il avait courus et voulant s'assurer à l'avenir contre le retour de toute agression, s'occupa naturellement de rendre irrésistible la force qui l'avait sauvé une première fois.

Une savante organisation militaire en-rôla en quelque sorte toute la population valide du royaume, et comme les souvenirs historiques de la Prusse, l'avaient admirablement préparée à être totalement enrégimentée, cet ordre nouveau, habilement perfectionné, fut accepté par elle sans grande difficulté.

Il avait été créé réellement pour les besoins de la défense, mais il est bien difficile, quand l'on sait avoir à sa disposition un million d'hommes armés et bien exercés, de ne pas être saisi de pensées ambitieuses, surtout lorsque l'on est l'héritier du Grand Frédéric!

Un fait honorable pour notre époque, c'est que les ambitieux les plus hardis, les moins scrupuleux, se sentent obligés d'alléguer des raisons sérieuses, tout au moins en apparence, pour justifier les guerres qu'ils entreprennent. Lorsque la Prusse, ancien membre de cette *Sainte-Alliance* créée pour défendre les royaumes légitimes a voulu détrôner, à son profit, les souverains légitimes du Hanovre, de la Hesse, du Grand-Duché de Nassau, elle a invoqué la Grande nationalité allemande; elle a dit à ceux qui ont bien voulu le croire, que c'était pour le bonheur et la grandeur des peuples qu'elle jetait bas les rois!

Quand elle a voulu envahir la France, lui prendre Metz et Strasbourg, elle a hautement proclamé qu'elle faisait la guerre à Napoléon III lui seul. Si on l'avait un peu pressée, elle eût dit volontiers que c'était pour le bien de la France qu'elle lui faisait la guerre et qu'elle l'envahissait, afin de le débarrasser d'un indigne souverain.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de cela; ce n'est plus l'Empereur qui fait obstacle à la paix; c'est la France elle-même. Il faut la mettre hors d'état de troubler le monde, et la Prusse, à qui, s'il faut en croire les paroles de son souverain, Dieu accorde une protection particulière, surveillera du haut des remparts de Metz et de Strasbourg ce peuple turbulent! Il faut bien pour maintenir une *paix honorable et durable*, la consolider par deux provinces riches et plantureuses, qui seront abandonnées aux vainqueurs.

Tout cela peut être fort habile, mais ces belles paroles ne trompent que ceux qui veulent bien se laisser tromper. La Prusse ne veut point la paix, elle est organisée pour la guerre et elle la fera jusqu'à ce qu'elle ait réalisé son idéal, ou qu'elle ait été vaincue de telle façon, qu'elle ne puisse pas espérer de le réaliser avant de longues années!

L'Europe porte la peine de l'isolement dans lequel chaque puissance a vécu depuis 1848. On a laissé se former une nation exclusivement militaire sans se préoccuper de ses desseins. Pendant le temps que cet incapable ambitieux, qui avait pris le nom de Napoléon III, était sur le trône, on peut comprendre qu'on ait laissé courir les aventures qu'il croyait être le prélude de ses conquêtes; mais si les hommes d'Etat de l'Angleterre et de la Hollande avaient eu le génie de leurs prédécesseurs, ils auraient reconnu, après la chute de ce triste personnage et lorsque la France se déclarait prête à signer la paix, qu'ils devaient exiger de la Prusse qu'elle s'arrêtât; non pas dans l'intérêt de ses adversaires, puisque la devise des peuples modernes est : « Chacun pour soi et Dieu pour tous, » mais dans l'intérêt des neutres eux-mêmes, qui sont menacés dans l'avenir tout autant que la nation française dans le présent, par l'accroissement excessif de la puissance prusso-germanique.

(Etoile belge.) UN VIEUX LIBÉRAL.

L'Assemblée nationale dont on se rappelle l'éclatante proscription par un acte de dictature impériale reparait à Londres avec son allure connue d'indépendance; elle débute par un appel à la fusion de tous les partis. C'est le thème qu'elle se propose de dérouler dans l'ensemble de sa politique; c'est un beau programme pourvu qu'il n'y entre pas de la chimère.

Ce devait être le thème de la défense nationale; mais il s'est altéré pour devenir un mot d'ordre de parti.

Suivons l'analyse exacte que l'*International* trace de l'exposé politique de l'Assemblée nationale.

« Moins que jamais il peut être permis à la volonté privée de se substituer à la volonté de la nation. »

« C'est pour sauver la France et non pour conduire son deuil et constater sa perte que les députés d'une Assemblée nationale doivent être convoqués. »

« Le drapeau de la Défense nationale appartient à la France entière, et si la témérité ou l'égoïsme d'un parti veut s'en emparer il faut que le courage de la majorité du pays le ressaisisse pour lui rendre le rôle et la place qui lui conviennent. »

« Il ressort de là, suivant l'Assemblée na-

tionale, que le gouvernement ne peut être accepté et maintenu que dans les conditions de son programme d'installation. »

Le Journal ajoute :

« Il est d'une dernière évidence que la France est perdue sans la réunion de toutes les forces de la nation pour la résistance à l'ennemi. »

« Personne n'oserait soutenir que la France entière est républicaine. Personne ne voudrait affirmer que les républicains peuvent suffire pour vaincre les Prussiens et délivrer la France de l'invasion. »

« Le gouvernement provisoire du 4 septembre a pu voir naguère comment le désastre de Sedan a fait croquer le trône qui, certes, paraissait solide! Comment donc ne voit-il pas combien pourrait être lourde et dangereuse la responsabilité qu'il assume en s'écartant de son programme? »

« Cette situation étant donnée, l'Assemblée nationale, sans avoir l'intention de faire une opposition systématique au gouvernement de la défense du pays, mais ne voulant pas attendre que le gouvernement soit obligé d'aller s'installer aux Pyrénées et que Paris ne puisse plus être secouru pour indiquer le seul plan qui puisse assurer la défense nationale croyant que, lorsqu'il s'agit du salut de la France, toute faiblesse, toute hésitation serait une lâcheté, assure que l'on marche fatalement à la perte du pays, si l'on compromet l'union, et si par la fusion de tous les partis on ne fortifie pas la défense à l'intérieur et si l'on n'obtient par la confiance des puissances neutres au dehors. »

L'Assemblée, conclut ainsi :

« Ce n'est point un seul parti qui peut sauver la France, mais la France toute entière. »

« C'est avec les forces vives de toutes les opinions que l'on peut délivrer la France de l'invasion et rétablir la paix, et ce n'est pas avec un drapeau de la minorité que l'on peut espérer avoir le concours efficace et surtout l'unanimité du pays. »

« Que le gouvernement du 4 septembre ne se fasse pas illusion, il ne sera sincèrement accepté en France et reconnu à l'étranger que lorsqu'il aura convoqué une Assemblée nationale, ou tout au moins réuni autour de lui un grand nombre de représentants de la nation, et librement élus par elle. »

« La dictature que la France redoute et déteste le plus est celle des révolutionnaires. »

« Le France veut être consultée lorsqu'il s'agit de son existence et de son avenir. »

Teste le programme de l'Assemblée nationale.

L'idée générale en est juste; nous la prenons surtout en ce qui concerne le mouvement universel des opinions pour la défense de la patrie. Il est manifeste qu'il n'y a là rien qui soit une signification de *République*, si ce mot est entendu dans le sens des factions de club, ou simplement des théories de visionnaire. Pour s'en convaincre il suffit d'ouvrir la première liste venue de généraux, d'officiers et de volontaires qui vont aux batailles, ou qui y meurent ou qui en reviennent mutilés. On peut permettre à ceux qui ont saisi le pouvoir et qui l'ont décoré du nom imaginaire de *RÉPUBLIQUE*, on peut leur permettre l'illusion; mais il y a une limite où l'illusion est de la rêverie. Ni Charette, ni Keller, ni Cathelineau, ni de Lupé, ni les Bouillé, ni les Chevreuse, ni les Dampierre, ni les Quatrebarbe, ni les Casenove, ni les De Lorges; ni cent autres, ni mille autres d'un nom royaliste et catholique, n'ont songé à la formule républicaine du gouvernement qui les enrôlait; ils ont songé à la France, à la France seule, à la France des siècles, à la France des aïeux, à la France de l'histoire, en un mot à la France de toutes les familles, de tous les foyers, de toutes les affections et de tous les souvenirs. Et c'est surtout à ce point de vue que nous acceptons la protestation de l'Assemblée nationale contre toute usurpation de parti au détriment de cette grande France, et en ce sens nous entendons la fusion de tous les partis, ou plutôt la réunion de toutes les forces politiques de ce pays, pour l'arracher au péril des dictatures successives que font naître les révolutions. C'est là une thèse qui nous appartient, et nous la revendiquons, tout en félicitant l'Assemblée nationale de nous venir en aide pour en faire la thèse de l'avenir, ou plutôt pour en faire dès ce jour la thèse d'union de tous ces honnêtes gens. (Union)

PARIS ET LA PROVINCE

Paris a sans cesse les yeux sur la province, d'où il attend le secours; la province multiplie sans relâche les tentatives pour envoyer à Paris le secours attendu. Cette double préoccupation, qui est aussi une double action, maintient, entre la capitale et le reste de la France, l'unité que l'armée prussienne avait espéré briser en traçant autour de la grande cité de formidables lignes d'investissement. Jusqu'à présent, les assiégés n'ont pas réussi à interrompre les communications, quoiqu'ils les aient rendues incertaines; ils ont retardé l'action commune, ils ne l'empêcheront; le moment approche où elle sera un fait accompli.

Nous sommes à la veille d'événements décisifs. Les armées de l'Est, de l'Ouest et du Nord sont en mouvements; quelques pas de plus en avant les amèneront sur la ligne d'opérations de l'ennemi, et si elles parviennent à les rompre, les Prussiens seront obligés d'abandonner le siège de Paris et de se retirer der-

rière la Moselle, où la guerre continuera, mais des conditions normales qui n'auront plus rien d'effrayant pour nous. On comprend que ce mouvement des armées de la province offrira d'autant plus de probabilités de succès qu'il coïncidera avec un mouvement offensif de l'armée de Paris. Aussi attendions-nous avec une véritable anxiété les nouvelles qui devaient nous apprendre comment Paris avait supporté le résultat négatif de sa dernière sortie, l'évacuation du plateau d'Avron et le bombardement des forts. Les nouvelles sont venues; elles nous montrent de la part des Parisiens une attitude très digne de leur conduite pendant les trois premiers mois de siège, et qui est une garantie des résolutions futures.

On ne peut pas se flatter que dans une agglomération de plus de deux millions d'âmes, soumise à la plus dure et à la plus longue épreuve imposée à une ville de cette importance, il ne se produise pas des émotions inquiétantes pour l'ordre; l'ennemi s'attendait qu'il s'en produirait bientôt son meilleur espoir de succès; en province même, on osait à peine compter que le bon sens général l'emporterait en toute occasion sur les excitations violentes et malsaines d'une minorité infime quant au nombre, mais bruyante et qui, s'adressant aux mauvaises passions, avait quelque chance de se faire écouter dans les jours de privations et de souffrances. Cependant ce que l'on osait difficilement espérer s'est réalisé. Le bon sens a eu raison du désordre. Les excitations ou folles ou coupables n'ont pas consenti à se taire, mais le public s'est très-résolument refusé à les écouter. Le seul point sur lequel l'émotion a persisté ne nous paraît certes pas de nature à créer une dissidence entre la population et le Gouvernement de la Défense nationale. Le peuple demande qu'on prenne l'offensive, et le Gouvernement, tout en se réservant de choisir l'heure opportune, est au moins aussi pressé que le peuple de forcer la ligne d'investissement.

A qui fera-t-on croire que Trochu et ses lieutenants n'ont pas hâte de couronner leur belle défense par une opération qui, si elle réussit, sera un immense service rendu au pays et leur assurera, avec la satisfaction d'avoir admirablement fait leur devoir, une gloire qui éclipsera celle de leurs plus illustres adversaires. Ainsi, tout ce qui peut exciter un cœur à agir est présent à leur pensée; d'un côté, s'ils étaient réduits à se rendre, un désastre qui surpasserait celui de Sedan et de Metz, et le deuil infini de la patrie; de l'autre, si, en s'ouvrant victorieusement passage à travers les lignes de l'ennemi, ils l'obligent à lever le siège, la délivrance de Paris et, bientôt après, celle de la France, et pour leurs noms un immortal honneur. Et l'on pourrait croire qu'ils hésitent et qu'ils n'ont pas pris leur parti! Non ils n'hésitent pas; ils sont décidés. Nous ignorons bien entendu le plan qui a pu être arrêté dans le conseil de guerre convoqué par le gouverneur de Paris; mais aussi sûrement que si nous lisions dans l'âme loyale du général Trochu, nous affirmons qu'il livrera le grand combat d'où dépend le sort de la capitale et de l'armée formée dans son enceinte. (Monteur.)

AUXERRE

Nous avons enfin des nouvelles d'Auxerre.

Toutes les lettres qui nous arrivent de cette ville, 5 janvier, respirent naturellement une joie immense du départ des Prussiens.

On aurait tort de croire qu'Auxerre ne s'est pas défendu.

A l'arrivée de l'ennemi, quelques gardes nationaux, en dépit des ordres qui leur avaient été donnés, s'embusquèrent dans la gare et démontèrent plusieurs cavaliers prussiens.

Deux heures après une forte colonne arrivait avec de l'artillerie et bombardait la ville des hauteurs d'Egriselles. Plusieurs maisons furent atteintes et notamment l'asile des aliénés.

Le lendemain, le général de Zastrow faisait son entrée dans la ville.

Trois jours après l'occupation, M. Ribière, préfet de l'Yonne, était appelé auprès du général prussien qui lui demandait de s'engager : 1° à ne pas sortir d'Auxerre; 2° à ne pas communiquer avec le gouvernement; 3° à ne rien faire contre les forces prussiennes tant qu'Auxerre serait occupé.

Faute de quoi il serait envoyé prisonnier en Allemagne.

M. Ribière résista, malgré de nombreuses instances. Il fut alors invité à désigner la ville qu'il choisirait pour résidence et où il pourrait emmener sa famille; il choisit Mayence.

Mais le soir il reçut l'avis que les déterminations étaient modifiées à son égard; il devait quitter le département dans les vingt-quatre heures et restait libre.

Le lendemain de l'arrivée du 7^e corps (Zastrow) un officier s'est présenté chez

le trésorier général et lui a demandé de visiter ses caisses. Ce fonctionnaire lui répondit qu'elles étaient vides. L'officier réclama des livres qui lui permirent de contrôler cette affirmation. Le trésorier général répliqua que, prévenu depuis plusieurs jours de l'arrivée d'un ennemi, il avait expédié ses trésors et ses caisses sur Nevers. L'officier manifesta l'intention de vérifier cette assertion; on le laissa vérifier.

Puis, deux heures après, il revint accompagné d'un piquet d'infanterie, alléguant que le 20 au matin, le trésorier général avait encaissé une somme; à quoi ce dernier répondit que c'était le 20 au soir qu'il avait fait envoi de cette somme sur Nevers, ainsi que les pièces officielles l'établissent.

L'officier se retira avec ses hommes.

Les Prussiens ont arrêté à Auxerre M. Savatier-Larocque, sous-préfet de Sens, et l'ont fait conduire dans cette dernière ville.

A l'heure qu'il est, l'ennemi a presque entièrement évacué le département de l'Yonne.

Sens et Joigny sont encore occupés. Le préfet de l'Yonne s'était réfugié à Nevers.

(Propagateur.)

BELFORT.

La garnison de Belfort comprend deux régiments de ligne, quatre bataillons de mobiles de Rhone, deux bataillons de mobiles de Saône-et-Loire, deux bataillons de mobiles de la Haute-Saône, un bataillon de mobiles des Vosges, un bataillon des mobiles de la Drôme, l'artillerie de la mobile de la Haute-Garonne. A la manière dont la place se défend, on voit que le système d'organisation militaire par corps spéciaux d'un même département, en s'appuyant sur le principe d'émulation, a bien sa raison d'être. De reste, beaucoup d'autres faits de cette terrible campagne, engagée sur tant de points différents, ont bien prouvé que le système est bon.

NOS PRISONNIERS

Des témoignages absolument dignes de foi nous révèlent une nouvelle ruse vraiment machiavélique de nos ennemis pour donner le change à l'Europe sur la manière dont ils traitent leurs prisonniers. Dans certaines villes allemandes, on offre la liberté à ceux d'entre eux que leur état de maladie rend impropres au service militaire, sous la condition que voient :

Ils doivent signer un écrit par lequel ils déclarent avoir été très bien traités par leurs geôliers, quand la vérité est qu'on les a laissés manquer de tout, et que cet abandon cruel est la principale cause de la ruine de leur santé.

On nous écrit que plusieurs de nos pauvres soldats se sont fait un cas de conscience de se refuser à un pareil mensonge, et qu'ils ont préféré rester dans leur captivité, y mourir peut-être.

La population des campagnes dans le grand-duché de Bade n'est rien moins qu'enthousiasmée de la longue durée de la guerre et elle s'en prend tout particulièrement au roi Guillaume et à M. de Bismark.

Un journal du pays rapporte le mot d'un paysan badois au milieu d'une conversation de cabaret. « Et dire, s'écria le brave paysan, que l'on pourrait terminer cette horrible guerre moyennant une dépense de huit kreutzers! — Comment cela? — lui demandent les assistants. — Moyennant huit kreutzers pour deux bouts de corde! » fut la réponse du paysan.

UN NOBLE IVROGNE

Voici un parent du roi de Prusse qui a failli payer cher son ivrognerie le jour de la Noël.

Le frère du général Hohenzollern était à Yvetot, le jour de Noël. Pour fêter dignement la *Christmas*, il avait bu outre mesure, avec de dignes acolytes, au café de madame Canchy.

Ces messieurs s'étaient livrés à mille joyusetés, comme : monter sur le billard, pour déchirer le tapis avec des ongles, casser les glaces, les bouteilles et les verres, frapper une jeune fille de quinze ans, etc., puis s'étant complètement grisés, il avait fallu les porter dans leur lit, à l'hôtel des Victoires.

Là, les brosseurs avaient fait si grand feu, qu'un incendie se déclara, dans la nuit. Les soldats sortirent aussitôt le sabre à la main et ne sachant comment appeler du secours, se mirent à crier : « France! France! » On enleva les dignitaires, incapables de remuer, et grâce à des voisins émus, le feu fut combattu et l'immeuble préservé de la destruction.

Si c'est ainsi que se conduit le frère de celui qui devait être roi d'Espagne, nos voisins doivent se féliciter chaudement d'avoir échappé à ce souverain.